

2020-2021
Rapport sur les résultats
ministériels

Investir au Canada

L'honorable Mary Ng
Ministre du Commerce international, de la
Promotion des exportations, de la Petite
Entreprise et du Développement économique

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada : FR6-2E-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) : 2562-9662

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, 2021

Table des matières

Message de la ministre	2
Message du président du conseil d'administration	4
Message de la présidente-directrice générale.....	6
Aperçu de nos résultats.....	7
Résultats : Ce que nous avons accompli	9
Responsabilité essentielle	9
Services internes	14
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines	17
Dépenses réelles	17
Ressources humaines réelles	19
Dépenses par crédit voté	19
Dépenses et activités du gouvernement du Canada.....	19
États financiers et faits saillants des états financiers	19
Renseignements ministériels	23
Profil organisationnel	23
Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons	23
Contexte opérationnel.....	24
Cadre de présentation des rapports.....	24
Renseignements complémentaires sur l'inventaire des programmes	26
Tableaux de renseignements supplémentaires.....	26
Dépenses fiscales fédérales	26
Coordonnées de l'organisation.....	26
Annexe : Définitions	27
Notes de fin de document	32

Message de la ministre

Dans l'adversité, nous découvrons souvent nos plus grandes forces. En tant que ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, j'étais fière de voir les Canadiens se tenir les coudes pendant la pandémie de COVID-19. Bien que les investissements directs étrangers dans le monde aient ralenti, les entreprises mondiales ont continué de considérer le Canada comme une destination d'investissement stable et attrayante. Nous avons également gagné du terrain dans des pays qui ne choisissent généralement pas d'investir au Canada.

J'ai le plaisir de présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2020-2021, qui décrit les résultats et les réalisations d'Investir au Canada. Ces réussites sont soulignées par un engagement à maintenir des partenariats solides et à assurer des efforts continus et coordonnés de la part de partenaires clés tels que le Service des délégués commerciaux, ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux, et les administrations municipales du Canada.



Ce rapport met en lumière les accords, les outils et les initiatives qu'Investir au Canada a mis en place au cours de la dernière année pour remplir son mandat de réunir tous les ordres de gouvernement et les partenaires du secteur privé afin de fournir un service à guichet unique transparent aux investisseurs mondiaux. Avec ses partenaires, Investir au Canada a lancé la Stratégie d'attraction des investissements directs étrangers, qui guidera les efforts du Canada dans les années à venir. Ils ont également bâti ensemble un réseau solide pour partager de l'information, travailler en collaboration, tirer parti des possibilités et créer plus d'emplois pour les Canadiens. S'adaptant rapidement aux restrictions de voyage, Investir au Canada a continué de sensibiliser les investisseurs par l'entremise d'événements virtuels et de webinaires, travaillant directement avec les investisseurs pour faciliter les transactions d'investissement.

Comme 1 Canadien sur 8 est employé par une entreprise étrangère, l'investissement continuera d'être essentiel à la reprise économique du Canada et au bien-être à long terme des Canadiens. En renforçant les réseaux et en mettant en place des systèmes pour les soutenir, Investir au Canada a établi une base solide pour attirer les investissements étrangers et accueillir un réinvestissement continu au Canada. Les travaux importants réalisés en 2020-2021 permettront au Canada de répondre aux nouvelles possibilités et de mettre en valeur ses atouts uniques dans le monde.

Message du président du conseil d'administration

Nous trouvons ce qu'il y a de mieux pour investir

À l'instar de bien d'autres aspects, les investissements directs étrangers ont été grandement touchés par la pandémie mondiale de COVID-19 en 2020-2021 et commencent seulement à reprendre le dessus. Investir au Canada s'est adapté au choc de la pandémie avec une approche stratégique et coordonnée qui continue d'attirer les IDE indispensables au développement de l'économie et des communautés canadiennes.



À l'échelle mondiale, les investissements directs étrangers ont fortement chuté en 2020, et le Canada n'a pas été épargné par ce ralentissement. Néanmoins, l'équipe d'Investir au Canada a facilité 18 investissements majeurs et obtenu une rétention de grande valeur en 2020-2021, ce qui représente 1,5 milliard de dollars dans l'économie canadienne et garantit plus de 2 000 emplois pour les Canadiens.

Alors que le monde se tourne vers un avenir post-COVID, Investir au Canada occupe une position unique et est parfaitement prêt à saisir les occasions émergentes, allant des secteurs traditionnels qui font la force du Canada aux industries tournées vers l'avenir, comme l'intelligence artificielle, l'hydrogène et d'autres formes d'énergie verte, les technologies propres, l'agrotechnologie, la fabrication avancée et les chaînes d'approvisionnement en développement rapide dans les véhicules électriques à batterie. Nous recherchons activement les investisseurs les plus engagés et de grande qualité du monde entier et travaillons avec eux pour réaliser les investissements les plus percutants au Canada. Ce faisant, nous aidons les investisseurs à maximiser le succès de leurs engagements financiers, tout en contribuant à une économie canadienne plus prospère et plus durable.

Mes collègues et moi, membres du conseil d'administration d'Investir au Canada, apportons une expertise et des connaissances commerciales mondiales, ainsi que des liens étroits avec le milieu des affaires canadien, notamment l'écosystème dynamique des petites entreprises. Le conseil d'administration s'engage à soutenir le mandat d'Investir au Canada de rechercher et d'attirer les meilleurs investissements mondiaux.

Nous sommes convaincus que le Canada deviendra de plus en plus une destination de choix pour les IDE mondiaux et qu'Investir au Canada joue un rôle clé en amenant les meilleurs éléments du monde dans notre pays.

Message de la présidente-directrice générale

Alors que nous commençons à prendre de l'élan et à avancer après une année difficile, il est important de reconnaître nos succès. Investir au Canada s'est avéré déterminant dans le paysage canadien de l'investissement direct étranger. Notre organisme est petit mais puissant, et les succès décrits dans ce rapport montrent que nos efforts du passé étaient bien dirigés.

En 2020-2021, nous avons travaillé directement avec les investisseurs pour faciliter d'importants projets d'investissement dont la valeur monétaire était élevée et qui se traduiront par des milliers d'emplois pour les Canadiens. Nous avons dirigé les efforts de 16 ministères et organismes gouvernementaux pour élaborer la Stratégie d'attraction de l'investissement direct étranger du Canada, qui guidera les futures priorités d'investissement du Canada. Nous avons publié notre tout premier rapport sur l'investissement direct étranger (IDE) afin de partager nos résultats avec les Canadiens et les investisseurs mondiaux.



Nous avons renforcé notre rôle de conseiller de confiance auprès des investisseurs, en redoublant d'efforts pour nous connecter et dialoguer avec eux virtuellement et en compilant une liste de 12 services clés pour répondre aux besoins qu'ils ont cernés et offrir un service coordonné à la clientèle de tous les ordres de gouvernement. Nous avons lancé une campagne de promotion ciblant les marchés clés à travers le monde et avons fait pivoter la présence du Canada lors d'événements mondiaux vers un format virtuel alors que les déplacements étaient limités. Nous avons organisé des réunions régulières avec nos partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux et mis en ligne des outils pour améliorer la collaboration. À la demande de nos villes partenaires, nous avons commandé un outil d'indice comparatif des villes pour aider les investisseurs à prendre des décisions d'investissement éclairées. Notre nouvel outil numérique, InfoZone, présente des données à jour axées sur les investissements que les partenaires peuvent utiliser dans leurs discussions avec les investisseurs étrangers.

En tant qu'organisme, nous comprenons que la clé pour assurer la position du Canada en tant que destination d'investissement mondiale de premier plan réside dans l'intégration de nos atouts. En consolidant l'expertise, les produits et les connaissances de nos partenaires, nous pouvons offrir un service transparent de grande valeur aux investisseurs étrangers. À long terme, cette stratégie aidera le Canada à se démarquer sur la scène mondiale et à assurer la stabilité économique et la prospérité de tous les Canadiens.

Aperçu de nos résultats

L'exercice 2020-2021 s'est avéré un défi pour l'investissement direct étranger (IDE) dans le monde. Les pays développés ont été particulièrement touchés par des baisses importantes des IDE en raison du ralentissement économique mondial causé par la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, le Canada était à égalité avec les autres pays du G7, se classant au troisième rang des flux d'IDE derrière les États-Unis et l'Allemagne. Bon nombre des résultats décrits dans notre plan ministériel 2020-2021 reposaient fortement sur un modèle de fonctionnement normal et ont donc été considérablement touchés par le ralentissement économique causé par une pandémie imprévisible. Investir au Canada a réagi rapidement en faisant pivoter ses opérations. Nous avons tiré parti des plateformes virtuelles pour rencontrer des investisseurs, ciblé des secteurs et des possibilités en croissance et renforcé notre réseau national.

Malgré ces défis, Investir au Canada a facilité 18 investissements majeurs et obtenu une rétention de grande valeur, représentant 1,5 milliard de dollars pour l'économie canadienne et plus de 2 000 emplois pour les Canadiens. Notre équipe agile de 67 employés à temps plein a atteint ces résultats avec une dépense réelle de 29 622 107 \$.

Nos activités en 2020-2021 ont été conçues pour atteindre les trois résultats ciblés décrits dans notre plan ministériel :

Positionner l'image de marque du Canada en tant que chef de file mondial pour attirer de l'investissement étranger

- Lancement de la première campagne publicitaire mondiale intégrée d'Investir au Canada à l'appui de la stratégie de diversification commerciale du gouvernement du Canada.
- Production du premier rapport d'Investir au Canada sur l'investissement direct étranger au Canada, le rapport IDE 2019, qui présentait les réussites de l'IDE dans les collectivités canadiennes.
- Participation à 64 événements virtuels dans 12 pays, dont 18 événements de prestige pour lesquels Investir au Canada était un partenaire principal.
- Lancement de plusieurs partenariats médiatiques pour promouvoir le Canada comme destination d'investissement dans des secteurs et pays cibles.
- Réalisation de plus de 250 produits d'aide à l'investissement, comme des propositions destinées aux investisseurs, des fiches d'information sectorielles, des infographies et de l'information publicitaire sur les événements.

Faire du Canada un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger

- Détermination des besoins des investisseurs et élaboration de 12 services clés offerts à travers le Canada aux investisseurs mondiaux par l'équipe des services aux investisseurs.
- Lancement de l'outil d'indice comparatif des villes, qui comprend des données et des analyses permettant aux investisseurs de comparer les marchés canadiens individuels en termes de main-d'œuvre, de taxation, de transport et d'autres facteurs de sélection clés pour les aider à cerner les meilleurs emplacements potentiels pour leur investissement.

- Participation à plus de 100 webinaires en tant que conférencier ou organisateur.
- Réalisation de 861 appels, événements et réunions avec des intervenants régionaux et industriels.
- Soutien à 11 voyages ou missions du premier ministre, de la vice-première ministre et d'autres ministres.

Donner aux investisseurs étrangers un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements

- Lancement de la plateforme numérique innovante InfoZone en tant qu'interface centrale unique pour permettre aux partenaires d'accéder aux données, aux informations, à la recherche et au matériel de marketing. Cela donne aux partenaires partout au Canada un accès centralisé en temps réel à l'information dont ils ont besoin pour leurs interactions quotidiennes avec les investisseurs.
- Élaboration de la stratégie d'attraction de l'investissement direct étranger du Canada en partenariat avec 16 ministères et organismes gouvernementaux afin d'améliorer la collaboration et d'orienter les priorités futures.
- Organisation de réunions bihebdomadaires avec les principaux partenaires du développement économique afin d'assurer une approche coordonnée dans le cadre du travail avec les investisseurs internationaux et de les mettre en contact avec le bon expert au bon endroit.
- Occasions coordonnées pour les organisations de développement régional de partager des pistes d'investissement directement avec le réseau des agents d'investissement du SDC.
- Mise en œuvre du système de gestion de la relation client de Canada Connexion.

PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS EN 2020-2020

Avec nos partenaires, nous avons obtenu les résultats suivants en 2020-2021 :

- Augmentation de 34 % de la notoriété/reconnaissance de la marque Investir au Canada, soulignant le positionnement de l'image de marque du Canada en tant que chef de file mondial en matière d'attraction d'investissements.
- Augmentation de 2,7 % du stock d'IDE du Canada, renforçant la position du Canada en tant que destination de choix pour les investissements mondiaux au cours d'une année qui a vu une baisse globale de l'IDE dans le monde en raison de la pandémie.
- Facilitation de 166 contrats d'investissement avec des partenaires offrant aux investisseurs mondiaux un accès simplifié aux partenaires, services et outils pour accélérer leurs investissements.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les plans, les priorités et les résultats d'Investir au Canada, consulter la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : Ce que nous avons accompli

Responsabilité essentielle

Description : Attraction de l'investissement direct étranger

La responsabilité essentielle d'Investir au Canada est de diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Résultats

À l'appui de la responsabilité principale d'Investir au Canada et des résultats prévus tels que présentés dans le Plan ministériel 2020-2021, trois secteurs de programme — Marketing, Services aux investisseurs et Partenariats de données et collaboration pancanadienne — ont collaboré avec les Services internes d'Investir au Canada pour obtenir des résultats pour l'organisation.

Au début de la pandémie de COVID-19, nous nous sommes rapidement adaptés à un environnement virtuel pour continuer à collaborer avec les intervenants, dialoguer avec les investisseurs mondiaux et promouvoir l'image de marque du Canada sur de nouveaux marchés. Nous nous sommes concentrés sur des secteurs clés comme l'agro-industrie, la fabrication de pointe et les technologies propres et avons défini les avantages concurrentiels du Canada. Nous avons également présenté des arguments solides en faveur du Canada en tant que destination d'investissement dans des secteurs émergents présentant un énorme potentiel de croissance, notamment les batteries de véhicules électriques et l'hydrogène. Investir au Canada a également facilité des transactions importantes dans le secteur des sciences de la vie.

Résultat 1 : La marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial pour attirer de l'investissement étranger

Le ralentissement économique mondial provoqué par la pandémie a surtout touché les pays développés. Les flux d'IDE ont chuté de 35 % dans le monde en 2020. Bien que nous ayons atteint nos objectifs l'année dernière et que nous étions en mesure de les atteindre à nouveau, la fermeture mondiale a eu un impact considérable sur les résultats visés décrits dans notre plan ministériel 2020-2021. Nous avons lancé un nouveau contenu Web et produit plus de 250 produits de soutien à l'investissement. Notre équipe a participé à 64 événements virtuels dans 12 pays, atteignant un public de 87 000 personnes. Notre stratégie de médias sociaux a augmenté le nombre d'abonnés de 15 %. Ces efforts ont permis d'augmenter de 6 % la notoriété de la marque Investir au Canada et d'établir une base de référence de 67,1 % d'augmentation de l'opinion du Canada en tant que leader en matière d'attraction des investissements. Toutefois, nous n'avons pas atteint notre objectif d'une augmentation de 0,03 point de l'indice mondial d'attractivité des pays pour les investissements directs étrangers; le Canada a plutôt connu une diminution de 0,1 point, ce qui correspond aux autres économies développées. Pour compenser une partie de cet impact et continuer à progresser vers l'atteinte de ce résultat, Investir au Canada

a lancé sa toute première campagne publicitaire visant à rehausser l'image de marque du Canada en tant que destination d'investissement. Cette campagne numérique raffinée et intégrée, destinée aux investisseurs des pays et secteurs cibles, s'aligne sur la Stratégie de diversification du commerce du Canada. Elle a atteint cinq marchés à fort potentiel et enregistré 480 millions d'impressions de février à juin 2021.

Nous avons également développé plusieurs initiatives de marketing de contenu dans des secteurs et marchés clés, et préparé un partenariat avec le *Financial Times*, qui a été lancé au printemps 2021. Destiné aux investisseurs, il comportait 12 articles de marque et 4 vidéos faisant la promotion des principaux avantages et secteurs du Canada.

Résultat 2 : Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger

Les flux mondiaux d'IDE ont chuté de 35 % en 2020, les pays développés faisant les frais de la baisse. Cela a nui à la capacité d'Investir au Canada à augmenter le pourcentage du stock d'IDE du Canada, qui était auparavant en voie d'augmenter de 4 %. Bien que le Canada ait connu une baisse de 5,5 % du stock d'IDE en provenance des principaux marchés cibles, nous avons enregistré une augmentation du nombre d'investissements annoncés en provenance de pays investisseurs non traditionnels, et les dépenses en capital annoncées dans tous les projets d'IDE ont augmenté de 43,1 %. Nous avons dépassé notre objectif de 170 projets d'IDE annoncés dans des secteurs clés, terminant l'année avec un total de 230. En 2020-2021, Investir au Canada a servi de plaque tournante nationale pour attirer les investissements. Nous avons tiré parti du travail effectué par des partenaires partout au Canada et l'avons présenté dans un message « les investisseurs d'abord » pour vendre les principaux atouts du Canada : notre main-d'œuvre hautement qualifiée, nos programmes et incitatifs, un climat d'investissement accueillant et un esprit d'innovation.

Au cours de l'exercice, Investir au Canada a travaillé en partenariat avec le Service des délégués commerciaux et des partenaires régionaux pour faciliter 18 investissements et assurer une rétention de grande valeur, représentant 1,5 milliard de dollars pour l'économie canadienne et plus de 2 000 emplois pour les Canadiens.

Résultat 3 : Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements

Investir au Canada a développé un portail numérique pour les partenaires, InfoZone, qui donne accès à du matériel de marketing de marque professionnel et actuel. InfoZone donne aux partenaires l'accès à plus de 250 produits de promotion des investissements créés par l'équipe marketing d'Investir au Canada et comprend le Carrefour de données, qui comprend des données d'investissement fiables et à jour pour orienter les activités d'investissement. Un centre de données centralisé assure un message clair et fort sur les occasions disponibles au Canada et fournit aux investisseurs les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions plus éclairées. Cet outil est utilisé par 35 organisations fédérales, provinciales, territoriales et municipales.

L'indice comparatif des villes est un autre outil essentiel développé en 2020-2021. Cette étude a été commandée en réponse à des demandes directes de partenaires pour des données validées et dynamiques, mises à jour régulièrement, sur des villes clés à travers le Canada. Les investisseurs peuvent accéder à cette plateforme interactive pour obtenir des comparaisons précises et objectives entre les villes canadiennes dans sept catégories clés, notamment les installations, les transports, les services publics, les taxes, la main-d'œuvre et le coût de la vie. Nous prévoyons que cet outil rejoindra 600 utilisateurs au cours du prochain exercice.

Analyse comparative entre les sexes plus

Investir au Canada s'engage à faire en sorte que les emplois soient évalués en fonction de leur valeur et s'attaque à la sous-évaluation généralisée du travail des femmes, qui a contribué à l'écart salarial entre les sexes.

Par conséquent, en 2020-2021, Investir au Canada a terminé la classification des emplois en vue d'élaborer des descriptions de poste pour chaque rôle unique dans l'organisation et a établi un outil universel pour évaluer la valeur relative des emplois. Ce projet a établi une norme universelle qui repose sur une évaluation quantitative des facteurs liés aux compétences, aux responsabilités, aux efforts et aux conditions de travail. L'exercice de classification des emplois a permis de garantir que les catégories d'emplois et la hiérarchie des emplois soient établies de manière juste et équitable. Dans la prochaine année, Investir au Canada réalisera un exercice d'équité salariale et élaborera un plan d'équité salariale comme le prévoit la *Loi sur l'équité salariale*. Dans le cadre de l'exercice, on comparera les catégories d'emplois à prédominance féminine et masculine afin de déterminer s'il existe des disparités salariales. On créera en conséquence un plan d'équité salariale pour ajuster le tir en faveur de la parité salariale.

De nombreux investisseurs avec lesquels Investir au Canada travaille comprennent que la parité et la diversité des genres sont des objectifs importants lors du choix d'un lieu d'investissement. Dans le cadre de sa campagne de publicité intégrée et par le biais de son marketing de contenu, Investir au Canada a continué de mettre en évidence la proposition de valeur du Canada en tant que main-d'œuvre hautement scolarisée et diversifiée.

Investir au Canada se concentre également sur l'impact des investissements dans les petites municipalités et les villes rurales du Canada. En 2020-2021, Investir au Canada a lancé son premier rapport sur l'IDE qui mettait en lumière des exemples de réussite d'investissements ayant un impact positif sur les petites municipalités et les villes rurales du Canada. Investir au Canada continuera de recueillir des données et d'effectuer des recherches sur les impacts dans ces secteurs.

Expérimentation

Investir au Canada n'a pas mené d'expériences en 2020-2020, puisque l'accent demeure sur l'exécution du mandat établi. Investir au Canada a continué toutefois d'utiliser des approches novatrices pour fournir ses services et mener ses activités appuyant les

partenaires et les clients, comme le marketing numérique, le soutien régional partout au Canada et l'établissement de partenariats clés avec l'industrie.

Programme de développement durable à l'horizon 2030

Investir au Canada a appuyé l'objectif de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) consistant à effectuer une transition vers une économie à faibles émissions de carbone grâce à des achats écologiques. En 2020-2021, Investir au Canada a utilisé les instruments d'approvisionnement consolidés de Services publics et Approvisionnement Canada, qui incluent des considérations environnementales et permettent aux organisations d'acheter des biens et services plus souhaitables sur le plan environnemental.

Résultats obtenus

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Objectif	Date d'atteinte de l'objectif	2018-2019 Résultats réels*	2019-2020 Résultats réels	2020-2021 Résultats réels
L'image de marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial en matière d'attraction de l'investissement	Score amélioré dans l'indice mondial d'attraction d'investissement direct étranger	Hausse de 0,03 point	Mars 2021	Non disponible	Hausse de 0,33 point	Baisse de 0,1 point**
	Sensibilisation et reconnaissance accrues de la marque Investir au Canada	2 points de pourcentage au-dessus de la moyenne	Mars 2021	Non disponible	Non disponible	34 % (6 points de pourcentage au-dessus de la moyenne)
	Pourcentage d'augmentation dans « mon opinion du Canada en tant que chef de file mondial de l'investissement étranger »	60-69 %	Mars 2023	Non disponible	Non disponible	67,1 % Base de référence établie en 2020
Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger	Pourcentage d'augmentation du stock d'IDE du Canada	Hausse de 4 % par année	31 décembre 2020	Non disponible	7,7 % d'augmentation de 2018 à 2019	2,7 % d'augmentation de 2019 à 2020
	Augmentation du stock d'IDE en provenance des	Hausse de 3 % pour l'année de	31 décembre 2020	Non disponible	Augmentation de 15,1 % de 2018 à	Baisse de 5,5 % de 2019 à 2020 (hors

	principaux marchés cibles	référence 2020			2019 (hors États-Unis et Europe)	États-Unis et Europe)***
	Augmentation de l'IDE dans les secteurs clés****	Objectif fixé en 2021 : 170	Mars 2021	Non disponible	293 projets d'IDE annoncés en 2019-2020	230 projets d'IDE annoncés en 2020-2021
Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements	Nombre d'investisseurs ou de décideurs qui utilisent l'outil indépendant d'analyse comparative des coûts pour prendre des décisions liées à l'IDE	Objectif de 600 utilisateurs fixé en 2021	Mars 2022	Non disponible	Non disponible	L'outil d'analyse comparative des coûts a été lancé le 11 février 2021. Objectif de 600 utilisateurs prévus pour la période 2021-2022.
	Nombre de partenaires collaborant pour consulter, construire et formater des ensembles de données afin de les rendre hautement disponibles aux investisseurs potentiels	20	Mars 2021	Non disponible	Non disponible	35 organisations fédérales, provinciales, territoriales et municipales.
	Nombre de contrats d'investissement facilités auprès des partenaires	150	Mars 2021	Non disponible	66 (mesuré à partir du milieu de l'année jusqu'à la fin de l'exercice)	166

* Remarque : Les résultats réels ne sont pas disponibles ou sont seulement partiellement disponibles pour les exercices 2018-2019 et 2019-2020, car Investir au Canada n'est devenu opérationnel que le 12 mars 2018, et le cadre de résultats ministériels actuel a été approuvé pour la première fois pour l'exercice 2020-2021.

** En raison de la pandémie mondiale, tous les pays du top 10 de l'indice Kearney ont vu leur cote d'attractivité des investissements directs étrangers diminuer. Le Canada a maintenu sa deuxième place.

***En raison de la pandémie mondiale, le stock d'IDE a considérablement diminué à travers le monde. Les pays d'investissement plus traditionnels comme les États-Unis et les pays d'Europe ont continué d'investir au Canada.

**** Secteurs clés : agroalimentaire, fabrication de pointe, technologies propres, entreprises numériques, sciences de la vie, médias et divertissement, et ressources naturelles.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

2020-2021 Budget principal	2020-2021 Dépenses prévues	2020-2021 Total des autorisations pouvant être utilisées	2020-2021 Dépenses réelles (autorisations utilisées)	2020-2021 Différence (dépenses réelles moins dépenses prévues)
27 433 245 \$	27 433 245 \$	29 236 075 \$	22 370 508 \$	(5 062 737 \$)

Ressources humaines (équivalents temps plein)

2020-2021 Équivalents temps plein prévus	2020-2021 Équivalents temps plein réels	2020-2021 Différence (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus)
57	57	-

L'information sur les finances, les ressources humaines et le rendement de l'inventaire des programmes d'Investir au Canada est disponible sur l'[InfoBase du GC](#)ⁱ.

Services internes

Description

On entend par « services internes » les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes et/ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes désignent les activités et les ressources des 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes dans l'organisation, quel que soit le modèle de prestation des services internes dans un ministère. Les 10 catégories de services sont les suivants :

- ▶ Services de gestion des acquisitions
- ▶ Services des communications
- ▶ Services de gestion des finances
- ▶ Services de gestion des ressources humaines
- ▶ Services de gestion de l'information
- ▶ Services des technologies de l'information

- ▶ Services juridiques
- ▶ Services de gestion du matériel
- ▶ Services de gestion et de surveillance
- ▶ Services de gestion immobilière

Ressources financières budgétaires (en dollars)

2020-2021 Budget principal	2020-2021 Dépenses prévues	2020-2021 Total des autorisations pouvant être utilisées	2020-2021 Dépenses réelles (autorisations utilisées)	2020-2021 Différence (dépenses réelles moins dépenses prévues)
6 858 311 \$	6 858 311 \$	6 858 311 \$	7 251 599 \$	393 288 \$

Ressources humaines (équivalents temps plein)

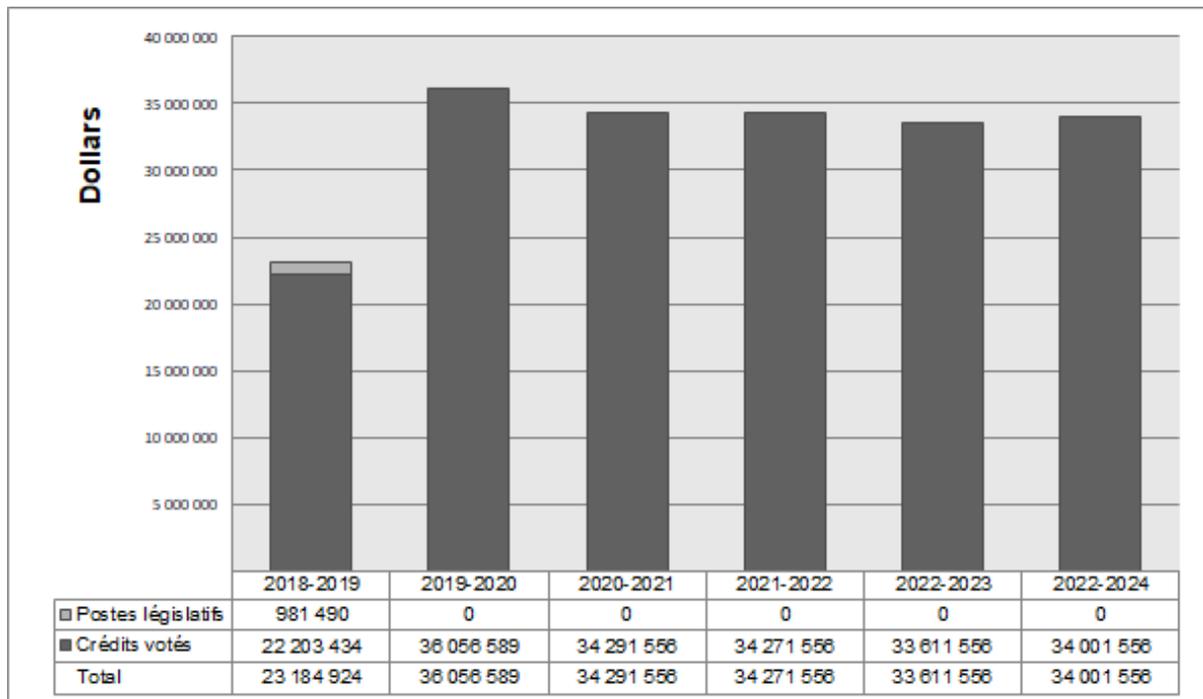
2020-2021 Équivalents temps plein prévus	2020-2021 Équivalents temps plein réels	2020-2021 Différence (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus)
10	10	-

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles

Graphique des tendances relatives aux dépenses de l'organisation

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Le profil de financement d'Investir au Canada a suivi la maturation de l'organisme. Maintenant qu'Investir au Canada est pleinement opérationnel, son profil de financement s'est stabilisé. Investir au Canada gère tous les avantages sociaux et cotisations de retraite des employés.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités de base et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	2020-2021 Budget principal	2020-2021 Dépenses prévues	2021-2022 Dépenses prévues	2022-2023 Dépenses prévues	2020-2021 Total des autorisations pouvant être utilisées	2018-2019 Dépenses réelles (autorisations utilisées)	2019-2020 Dépenses réelles (autorisations utilisées)	2020-2021 Dépenses réelles (autorisations utilisées)
Attraction de l'investissement direct étranger	27 433 245 \$	27 433 245 \$	27 417 245 \$	26 889 245 \$	29 236 075 \$	4 884 967 \$	19 935 683 \$	22 370 508 \$
Services internes	6 858 311 \$	6 858 311 \$	6 854 311 \$	6 722 311 \$	6 858 311 \$	5 833 968 \$	6 160 767 \$	7 251 599 \$
Total	34 291 556 \$	34 291 556 \$	34 271 556 \$	33 611 556 \$	36 094 386 \$	10 718 935 \$	26 096 450 \$	29 622 107 \$

Sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles 2020-2021 (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	2020-2021 Dépenses brutes réelles	2020-2021 Recettes réelles compensées par les dépenses	2020-2021 Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées)
Attraction de l'investissement direct étranger	22 370 508 \$	Aucun	22 370 508 \$
Services internes	7 251 599 \$	Aucun	7 251 599 \$
Total	29 622 107 \$	Aucun	29 622 107 \$

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes

Responsabilités essentielles et services internes	2018-2019 Équivalents temps plein réels	2019-2020 Équivalents temps plein réels	2020-2021 Équivalents temps plein prévus	2020-2021 Équivalents temps plein réels	2021-2022 Équivalents temps plein prévus	2022-2023 Équivalents temps plein prévus
Attraction de l'investissement direct étranger	29	49	57	57	57	57
Services internes	7	7	10	10	10	10
Total	36	56	67	67	67	67

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses organisationnelles votées et législatives d'Investir au Canada, consultez les [Comptes publics du Canada 2020-2021](#)ⁱⁱ.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

L'information sur l'harmonisation des dépenses d'Investir au Canada avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada est disponible dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱⁱ.

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non vérifiés) d'Investir au Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2021 sont disponibles sur le site Web de l'organisation.

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non vérifié) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (en dollars)

Information financière	2020-2021 Résultats prévus	2020-2021 Résultats réels	2019-2020 Résultats réels	Différence (résultats réels pour 2020-2021 moins résultats prévus pour 2020-2021)	Différence (résultats réels pour 2020-2021 moins résultats réels pour 2019- 2020)
Total des dépenses	32 799 000 \$	32 169 000 \$	22 659 000 \$	(630 000 \$)	9 510 000 \$
Total des revenus	0	0	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux	32 799 000 \$	32 169 000 \$	22 659 000 \$	(630 000 \$)	9 510 000 \$

État condensé de la situation financière (non vérifié) au 31 mars 2021 (en dollars)

Information financière	2020-2021	2019-2020	Différence (2020-2021 moins 2019-2020)
Total du passif net	3 792 000 \$	2 620 000 \$	1 172 000 \$
Montant total net des actifs financiers	3 612 000 \$	2 456 000 \$	1 156 000 \$
Dette nette de l'organisation	180 000 \$	164 000 \$	16 000 \$
Montant total des actifs non financiers	3 704 000 \$	5 774 000 \$	(2 070 000 \$)
Situation financière nette du ministère	3 524 000 \$	5 610 000 \$	(2 086 000 \$)

Renseignements organisationnels

Profil organisationnel

Ministre compétent : L'honorable Mary Ng, C.P. députée

Responsable institutionnel : Katie Curran

Portefeuille ministériel : Commerce international

Instrument habilitant : *Loi sur Investir au Canada*

Année d'incorporation ou de création : 2018

Autre : Investir au Canada a son siège social à Ottawa et est une société ministérielle, supervisée par un conseil d'administration (le conseil) qui rend compte au ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique. Le conseil est composé de onze (11) administrateurs à temps partiel, y compris un président et un vice-président; le sous-ministre adjoint du ministre y est désigné d'office. À l'exception de celui de sous-ministre adjoint, tous les postes sont attribués par décret pour des mandats ne dépassant pas trois ans. Le mandat d'un administrateur peut être reconduit pour une fonction identique ou non. Une liste complète des personnes actuellement nommées au conseil d'administration est présentée sur le site Web d'Investir au Canada.

Le conseil supervise et gère les affaires et activités d'Investir au Canada et conseille le ministre et le président-directeur général sur les questions qui relèvent de la mission de l'organisme. Le président-directeur général est chargé de la gestion des affaires courantes d'Investir au Canada.

La loi d'habilitation d'Investir au Canada établit le cadre et les pouvoirs de l'organisme. Elle accorde aussi à Investir au Canada l'autorité sur les questions relatives à la gestion des ressources humaines, à la passation de marchés, aux communications, aux voyages et à l'accueil ainsi qu'à d'autres fonctions administratives générales.

Investir au Canada travaille à l'échelle mondiale, en partenariat avec Affaires mondiales Canada et son Service des délégués commerciaux, d'autres ministères fédéraux et les bureaux provinciaux et municipaux de recrutement des investissements afin de promouvoir le Canada en tant que destination de choix pour les investissements directs étrangers.

Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

La section « Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons » est accessible sur le site Web d'Investir au Canada.

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont disponibles sur le site Web d'Investir au Canada.

Cadre de présentation des rapports

Le cadre des résultats ministériels et l'inventaire des programmes d'Investir au Canada pour 2020-2021 sont présentés ci-dessous.

Responsabilité essentielle : Attraction de l'investissement direct étranger		Services internes	
Cadre des résultats ministériels	Résultat ministériel 1 : L'image de marque du Canada est perçue comme un chef de file mondial en matière d'attraction de l'investissement		Indicateur : Cote améliorée dans l'indice mondial d'attraction d'investissement direct étranger
			Indicateur : Sensibilisation et reconnaissance accrues de l'image de marque d'Investir au Canada
			Indicateur : Pourcentage d'augmentation dans « mon opinion du Canada en tant que chef de file mondial de l'investissement étranger »
	Résultat ministériel 2 : Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger		Indicateur : Pourcentage d'augmentation du stock d'IDE du Canada
			Indicateur : Augmentation du stock d'IDE en provenance des principaux marchés cibles
			Indicateur : Augmentation de l'IDE dans les secteurs clés
	Résultat ministériel 3 : Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements		Indicateur : Nombre d'investisseurs ou de décideurs qui utilisent l'outil indépendant d'analyse comparative des coûts pour prendre des décisions liées à l'IDE
			Indicateur : Nombre de partenaires collaborant pour consulter, construire et formater des ensembles de données afin de les rendre hautement disponibles aux investisseurs potentiels
			Indicateur : Nombre de contrats d'investissement facilités auprès des partenaires
Inventaire des programmes	Marketing		
	Services aux investisseurs		
	Collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données		

Modifications apportées au cadre de présentation des rapports approuvé depuis 2019-2020

Le cadre de présentation de rapports du Plan ministériel 2020-2021 a été affiné depuis 2019-2020 pour inclure les résultats et indicateurs ministériels qui n'étaient pas inclus dans le plan ministériel de l'an dernier.

Structure	2019-2020	2020-2021	Changement	Raison du changement
Responsabilité essentielle	Attraction de l'investissement direct étranger	Attraction de l'investissement direct étranger	Aucun changement	Sans objet
Résultat	Sans objet	L'image de marque du Canada est perçue comme un chef de file en matière d'attraction de l'investissement	Nouveau résultat	Remarque 1
Résultat	Sans objet	Le Canada est un lieu et une destination de choix pour l'investissement étranger	Nouveau résultat	Remarque 1
Résultat	Sans objet	Les investisseurs étrangers ont un accès simplifié aux partenaires, aux services et aux outils pour accélérer leurs investissements	Nouveau résultat	Remarque 1
Programme	Marketing et sensibilisation du public	Marketing	Modification du titre	Remarque 2
Programme	Développement de partenariats et de stratégies	Collaboration et partenariats pancanadiens liés aux données	Modification du titre	Remarque 2

Remarque 1 : Nouveaux résultats et indicateurs puisque le cadre ministériel des résultats n'avait pas été établi pour 2019-2020.

Remarque 2 : Reflète mieux les changements récents pour affiner les descriptions des programmes.

Renseignements complémentaires sur l'inventaire des programmes

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et le rendement de l'inventaire des programmes d'Investir au Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{iv}.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-après peuvent être consultés sur le site Web d'Investir au Canada :

- ▶ Rapport sur les achats écologiques
- ▶ Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- ▶ Analyse comparative entre les sexes plus
- ▶ Initiatives horizontales
- ▶ Financement pluriannuel initial

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances du Canada publie chaque année les estimations et les projections des coûts de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^v. Ce rapport fournit également des renseignements contextuels détaillés sur les dépenses fiscales, y compris des descriptions, des objectifs, des renseignements historiques et des références à des programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'à des évaluations et à l'ACS+ des dépenses fiscales.

Coordonnées de l'organisation

160, rue Elgin, 18^e étage

Ottawa (Ontario)

K2P 2P7

CorporateServices@invcanada.ca

www.investircanada.ca

Annexe : Définitions

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (*gender-based analysis plus [GBA+]*)

Processus analytique employé pour aider à évaluer les incidences des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre en fonction de multiples facteurs, comme la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et les déficiences physiques ou mentales.

Cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)

Cadre qui relie les responsabilités essentielles d'un ministère aux résultats et aux indicateurs de résultat ministériels.

Cible (*target*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

Crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

Dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

Dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

Dépenses non budgétaires (*non-budgetary expenditures*)

Revenus et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des dépenses prévues indiquées dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

Dépenses votées (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement dans le cadre d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Équivalent temps plein (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, l'équivalent temps plein est calculé par un rapport entre le nombre d'heures de travail réellement effectuées par une personne divisé par les heures de travail normales établies dans la convention collective de la personne.

Expérimentation (*experimentation*)

Activités qui visent à explorer, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions des politiques et des interventions afin de guider la prise de décisions fondées sur des données probantes et d'améliorer les résultats pour les Canadiens, en découvrant ce qui fonctionne, pour quoi et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (essai d'une nouveauté), mais elle diffère de celle-ci puisqu'elle implique une comparaison rigoureuse des résultats. L'utilisation d'un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut par exemple constituer une innovation, alors que les tests systématiques effectués à l'égard d'un nouveau site Web, d'outils de communication existants et d'un plus vieux site Web en vue de déterminer le moyen le plus efficace de susciter un engagement constituent une expérimentation.

Indicateur de rendement (*performance indicator*)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

Indicateur de résultat ministériel (*departmental result indicator*)

Mesure quantitative permettant de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

Initiative horizontale (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle au moins deux ministères reçoivent du financement afin d'atteindre des résultats partagés, lesquels sont souvent liés à une priorité gouvernementale.

Plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel (*departmental plan*)

Fournit des renseignements sur les plans et le rendement attendu d'un ministère au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont généralement présentés au Parlement au printemps.

Priorité ministérielle (*departmental priority*)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour favoriser l'atteinte des objectifs stratégiques ou des résultats ministériels souhaités.

Priorités pangouvernementales (*government-wide priorities*)

Aux fins du plan ministériel 2020-2021, les priorités pangouvernementales désignent les thèmes d'importance majeure exposant le programme du gouvernement annoncé dans le discours du Trône de 2019, notamment : Lutte contre le changement climatique; Renforcement de la classe moyenne; Marcher sur le chemin de la réconciliation; Assurer la sécurité et la santé des Canadiens; et Positionner le Canada pour réussir dans un monde incertain.

Production de rapports sur le rendement (*performance reporting*)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

Programme (*program*)

Services et activités – pris séparément ou en groupe – ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

Rapport sur les résultats ministériels (*departmental results report*)

Rapport sur les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

Rendement (*performance*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'atteindre ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

Responsabilité essentielle (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

Résultat ministériel (*departmental result*)

Conséquence ou résultat souhaité par le ministère. Même si les résultats ministériels échappent généralement au contrôle direct des ministères, ils devraient refléter les résultats des programmes.

Répertoire des programmes (*program inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

Résultat (*results*)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais s'inscrivent plutôt dans la sphère d'influence de l'organisation.

Notes en fin de document

ⁱ InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

ⁱⁱ Comptes publics du Canada, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>

ⁱⁱⁱ InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

^{iv} InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

^v Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>